

## **Chambre des Représentants.**

---

SESSION DE 1842 — 1843.

---

### **COMMISSION DES PÉTITIONS.**

---

FEUILLETON N° 1.

---

**M. DE ROO, 1<sup>er</sup> rapporteur.**

| Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |
|------------------------------|------------------------------------------|
|------------------------------|------------------------------------------|

|    |      |
|----|------|
| 1. | 160. |
|----|------|

Par pétition datée de Bruges, le 24 septembre 1842,

Le conseil communal de Bruges demande une prompte révision de la loi du 28 novembre 1818, sur le domicile de secours des indigents, et prie la Chambre d'inviter le Gouvernement à modifier les interprétations qu'il a données à l'art. 3 de cette loi.

|    |      |
|----|------|
| 2. | 160. |
|----|------|

Même demande des hospices civils de Poperinghe.

|    |      |
|----|------|
| 3. | 280. |
|----|------|

Même demande du bureau de bienfaisance de la ville de Gand.

|    |      |
|----|------|
| 4. | 294. |
|----|------|

Même demande des membres de la commission administrative des hospices civils de Mons.

|    |      |
|----|------|
| 5. | 294. |
|----|------|

Même demande des Bourgmestre et échevins de la ville de Thielt.

|    |      |
|----|------|
| 6. | 298. |
|----|------|

Même demande de l'administration de la ville de Menin.

Concl. — Renvoi des six pétitions qui précèdent à M. le Ministre de l'Intérieur avec demande d'explications.

7. 231. Par pétition datée de Liège , le 2 décembre 1842 ,  
Le collège des bourgmestre et échevins de la ville de Liège demande une interprétation législative de l'art. 36 de la loi du 8 janvier 1817, concernant l'inscription pour le service de la milice , des pupilles des établissements de bienfaisance. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice avec demande d'explications.
8. 233. Par pétition datée de Bruxelles, le 8 décembre 1842,  
Le sieur Jean-Pierre Poppelsdorff, négociant commissionnaire, demeurant à Aix-la-Chapelle, se plaint d'être illégalement arrêté sous la prévention d'escroquerie ou de tentative d'escroquerie. — Concl. — Ordre du jour.
9. 272. Par pétition datée de Gand , le 24 décembre 1842,  
Un grand nombre de négociants et boutiquiers de Gand demandent des modifications à la loi sur les ventes à l'encan. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'Intérieur et des finances et dépôt au bureau des renseignements.
10. 274. Par pétition datée de Heusies ( Hainaut ), le 13 janvier 1843,  
Plusieurs ouvriers de Heusies se plaignent de ce qu'on veut leur faire payer un droit de patente pour les haricots de leur récolte qu'ils vont colporter dans le Borinage. — Concl. — Renvoi à la section centrale, chargée du projet de loi sur la patente.
11. 275. Par pétition datée d'Ixelles, le 29 décembre 1842,  
Le sieur Ronflette, notaire à Ixelles, demande que le nombre de notaires à Bruxelles soit fixé à trente. — Concl. — Renvoi à la commission chargée des projets sur la conscription cantonale et sur le notariat.
12. 291. Par pétition datée de Masnuy-St-Pierre, le 8 décembre 1842 ,  
L'administration communale de Masnuy-St-Pierre demande le rétablissement dans cette commune d'une halte du chemin de fer. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
13. 591. Par pétition datée de Louvain , le 28 avril 1842 ,  
Les avocats du barreau de Louvain demandent l'adjonction d'une seconde chambre au tribunal de cette ville. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

**M. MOREL-DANHEEL, 2<sup>e</sup> rapporteur.**

14.      77.      Par pétition en date du 16 juillet 1842,  
Les habitants du hameau d'Engsberg, commune de Tessenderloo (Limbourg), demandent que ce hameau soit érigé en commune séparée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
15.      194.      Par pétition datée d'Engsberg, le 12 novembre 1842,  
Les habitants du hameau d'Engsberg, commune de Tessenderloo, prient la Chambre de passer à l'ordre du jour la pétition qui précède. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
16.      83.      Par pétition sans date,  
Les sieurs Baetens, Van Vaerenberg et Pruck, miliciens de la levée de 1837, demandent leur congé. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
17.      96.      Par pétition datée de Surin, le 1<sup>er</sup> mars 1842,  
Plusieurs habitants de cette commune demandent qu'il ne soit pas donné suite au projet de séparer de cette commune le hameau de Romedennes pour l'ériger en une commune distincte. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
18.      159.      Par pétition datée de Gand, le 8 octobre 1842,  
Le sieur Kaisin, sergent à la 3<sup>e</sup> compagnie, 2<sup>e</sup> bataillon du 2<sup>e</sup> régiment de chasseurs à pied, demande que son congé lui soit délivré à l'expiration de son terme de service. — Concl. — Ordre du jour.
19.      162.      Par pétition datée de Lesve, le 12 septembre 1842,  
Le sieur Martin Jassogne réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir l'exemption de son fils aîné, du service militaire. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'Intérieur.
20.      198.      Par pétition datée de Pétigny, le 7 août 1842,  
Le sieur Augustin Ansiaux réclame contre les dernières opérations du tirage au sort pour la milice nationale, qui ont eu lieu à Couvin. — Concl. — Ordre du jour.
21.      235.      Par pétition datée de Xavée, le 6 décembre 1842,  
Plusieurs habitants des hameaux de Xavée, Souverain,

Wandre, Lamotte, Rabosée, Chefneux et Priesvoie, demandent que ces hameaux soient séparés de la commune de Wandre et érigés en une commune distincte.

22. 235. Par pétition datée de Wandre, le 13 septembre 1842,  
L'administration communale de Wandre présente des observations contre la demande qui précède.
23. 235. Par pétition en date du 16 décembre 1842,  
Plusieurs habitants de Souverain-Wandre prient la Chambre de rejeter la demande de séparation de ce hameau de la commune de Wandre. — Concl. — Renvoi des trois pétitions qui précèdent à M. le Ministre des l'Intérieur.
24. 238. Par pétition datée de Liège en décembre 1842,  
Le sieur Ramakers réclame l'intervention de la [Chambre pour obtenir du Département de la Guerre le paiement de ce qui lui revenait à la masse d'habillement et d'entretien, à la fin de 1830. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
25. 245. Par pétition datée de Gouvy, le 12 septembre 1842,  
Les habitants de la section de Gouvy, commune de Limerlé, demandent que cette section soit séparée de Limerlé et érigée en une commune distincte. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
26. 258. Par pétition datée de Dézel, le 8 décembre 1842,  
Le sieur Theis, garde-forestier pensionné, se plaint de la retenue qu'on opère chaque année sur sa pension. — Concl. — Ordre du jour.
27. 270. Par pétition datée de Visé, le 9 janvier 1843,  
Le sieur Coucke, préposé de douanes, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la croix d'ancienneté de service. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.
28. 290. Par pétition datée d'Yves-Gomezée, le 18 janvier 1843,  
Le sieur Martigny réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir l'exemption de son fils Théodule, du service militaire. — Concl. — Ordre du jour.
29. 293. Par pétition datée de Bruxelles, en janvier 1843,  
Le sieur Vandevyver réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir son exemption du service militaire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

30.      297      Par pétition datée de Spa, le 29 janvier 1843,

Le sieur Simon se plaint de ce que dans l'administration des finances, les avances ne sont pas accordés suivant le rang d'ancienneté. — Concl. — Ordre du jour.

---

**M. ZOUDE, 3<sup>e</sup> rapporteur.**

31.      277.      Par pétition en date du 20 décembre 1842,

Plusieurs pharmaciens établis dans la province de Luxembourg demandent l'abrogation de la disposition de la loi du 12 mars 1818, qui autorise les médecins des campagnes ou des villes du plat pays à fournir des médicaments aux malades.

32.      195.      Par pétition datée de Stavelot,

Les sieurs Cornesse et Steisel, pharmaciens, demandent la révision de la loi du 12 mars 1818.

33.      41.      Par pétition sans date,

Plusieurs pharmaciens réclament une mesure qui mette un terme au débit de médicaments par des personnes étrangères à la pharmacie. — Concl. — Renvoi des 3 pétitions qui précèdent au Département de l'Intérieur.

268.      Par pétition en date du 26 décembre 1842,

Les veuves Crame et Wadin, cultivateurs à Tubise, réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir une indemnité du chef de l'abattage de bêtes à cornes atteintes de maladies contagieuses. — Concl. — Comme pour la précédente.

34.      249.      Par pétition sans date,

Le sieur Drouart, relayeur de la diligence Van Gend et C<sup>e</sup>, à Tubise, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le dégrèvement des  $\frac{9}{12}$  de sa contribution personnelle et de sa patente, attendu que son service de relais de diligences se trouve supprimé par l'établissement du chemin de fer. — Concl. — Renvoi au Département des Finances.

35.      254.      Par pétition non datée,

Des entrepreneurs de roulage demandent une révision générale des lois sur le roulage et sur les barrières. — Concl. — Renvoi au Département des Travaux Publics.

36. 246. Par pétition sans date ,

Le sieur Ronse, porteur de contraintes de la direction de Furnes, demande qu'on l'indemnise de la diminution qu'il a subie dans ses honoraires, depuis 1830. — Concl. — Ordre du jour.

37. 224. Par pétition en date du 30 novembre 1842 ,

Le sieur Herman, receveur des contributions directes, cadastre, douanes et accises, à Nazareth, prie la Chambre de lui accorder une gratification et d'améliorer le sort des receveurs du plat pays. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

38. 225. Par pétition sans date ,

Le sieur Cassart, pensionnaire, demande que les pensions soient réglées d'après les blessures qu'on a reçues. — Concl. — Comme pour la précédente.

39. 281. Par pétition datée de Malines, le 17 janvier 1843 ,

Le sieur Selderslaghs, blessé de septembre, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la pension de fr. 100, votée par la législature en faveur des décorés de la croix de fer qui sont dans le besoin. — Concl. — Renvoi au Département de l'Intérieur.

40. 282. Par pétition datée de la Cambre, le 5 janvier 1843 ,

Le sieur Van den Plas, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir l'indemnité accordée aux blessés de la révolution. — Concl. — Comme pour la précédente.

41. 284. Par pétition datée d'Alle, le 20 décembre 1842 ,

Le sieur Pierret, chevalier de l'Ordre de la Légion-d'Honneur, demande que les arriérés de sa pension comme légionnaire de l'Empire soient portés en compte dans ce qui doit revenir à la Belgique, par suite du traité conclu, le 5 novembre, avec les Pays-Bas. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

42. 292. Par pétition sans date ,

Le sieur Crispiels, colonel honoraire pensionné, à Menin, demande une augmentation de pension et le paiement des arriérés de sa pension en qualité de légionnaire de l'Empire. — Concl. — Renvoi aux Départements de la Guerre et de l'Intérieur.

43. 295. Par pétition en date du 27 janvier 1843 ,  
Plusieurs habitants des communes de Steene, Zandvoorde, Mariakerke et Breedene , réclament l'intervention de la Chambre pour être indemnisés des pertes qu'ils ont subies en 1815, du chef de l'inondation de leurs propriétés. — Concl. — Renvoi au Département de l'Intérieur.
44. 217. Par pétition datée de Bruxelles, le 24 novembre 1842,  
Le sieur Coqmartin, ancien officier de la garde-civique mobilisée de Bruxelles, demande qu'on applique en sa faveur un arrêté royal de 1834, accordant une gratification aux officiers de cette garde. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
45. 299. Par pétition sans date ,  
Plusieurs fonctionnaires belges qui ont perdu leurs emplois par suite des événements de 1830, prient la Chambre d'insérer dans le projet de loi sur le traité conclu avec les Pays-Bas, une disposition qui prescrive la liquidation de leur pension de retraite. — Concl. — Renvoi au Département de l'Intérieur.
46. 81. Par pétition datée de St-Léger, le 7 août 1842,  
Le sieur Petrement, fabricant de draps, demande une augmentation de droits sur les laines venant de l'Allemagne. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
47. 71. Par pétition datée de Mons, le 4 août 1842,  
Le sieur Honoré demande que l'arrêté royal, en date du 30 décembre 1833, qui a fixé le nombre de recettes des contributions directes et accises reçoive son exécution. — Concl. — Comme pour la précédente.
48. 98. Par pétition sans date,  
Les sieurs Dewerpe, Michel et autres rouliers demandent la révision des dispositions législatives et réglementaires concernant le roulage. — Concl. — Renvoi au Département des Travaux Publics.
49. 90. Par pétition datée d'Anvers, le 12 août 1842,  
Des chasse-marées d'Anvers réclament des mesures protectrices pour le commerce de poisson. — Concl. — Renvoi aux Départements de l'Intérieur et des Finances.
50. 210. Par pétition datée d'Anvers, le 9 novembre 1842,  
Des chasse-marées d'Anvers demandent des modifica-

tions à la loi sur la pêche nationale et un droit différentiel en faveur du pavillon belge. — Concl. — Comme pour la précédente.

51. 560. Plusieurs bateliers de la commune de Willebroeck rappellent les demandes qu'ils ont adressées à la Chambre, pour que les huîtres et les moules importées en Belgique par des pêcheurs ou bateliers hollandais soient frappées d'un droit d'entrée. — Concl. — Renvoi au Département des Finances.
52. 230. Par pétition datée de Brugelette, le 3 décembre 1842,  
Le sieur Grenier propose d'établir un impôt de consommation sur les cuirs, peaux et pelleteries. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
53. 229. Par pétition datée de Bellaire, le 3 décembre 1842,  
Le sieur Wynants propose d'établir une imposition sur les remplacements militaires. — Concl. — Comme pour la précédente.
54. 220. Par pétition datée de Huy, le 26 novembre 1842.  
Le sieur Toussaint Charlier soumet à la Chambre un projet de loi sur le remplacement militaire. — Concl. — Comme pour la précédente.
55. 36. Par pétition datée de Huy, le 23 juillet 1842,  
Le sieur Putmans, milicien congédié, réclame l'intervention de la Chambre pour que M. le Ministre de la Guerre le fasse soumettre à une visite de médecins militaires, afin de constater que ses infirmités, contractées au service, le mettent hors d'état de pourvoir à sa subsistance. — Concl. — Renvoi au Département de la Guerre.
56. 17. Par pétition datée de Nivelles, le 27 juin 1842,  
Le sieur Brise réclame contre une décision du conseil de milice de Nivelles qui l'a désigné pour le service malgré sa qualité d'enfant unique, et demande que la Chambre interprète l'art. 16 de la loi du 17 avril 1820 sur la milice nationale. — Concl. — Renvoi au Département de l'Intérieur.
57. 48. Par pétition datée de Bruxelles, le 28 juillet 1842,  
Des fabricants de vinaigre artificiel prient la Chambre de s'occuper des réclamations qui lui ont adressées relativement aux mesures prises à leur égard par le Département

des Finances. — Concl. — Renvoi au Département des Finances.

58.      115.      Par pétition sans date,

Le sieur Henri Fondu, commis négociant à Verviers, demande qu'on érige la statue du prince Charles de Lorraine, ou qu'on lui restitue les 10 francs qu'il a donnés pour l'érection de ce monument. — Concl. — Ordre du jour.